



Communiqué de presse SC/8190

Conseil de sécurité
5039^e séance - matin

CONSEIL DE SÉCURITÉ: LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES DRESSE UN BILAN MEURTRIER DE LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Le bilan du mois passé au Moyen-Orient est très négatif, a signalé ce matin le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques Kieran Prendergast. Il a été marqué par de nombreuses attaques-suicide et la poursuite d'opérations militaires. Informant les membres du Conseil de sécurité de l'évolution de la situation dans la région, M. Prendergast a également précisé que les nouvelles n'étaient pas bonnes non plus pour les négociations.

M. Prendergast a indiqué qu'au cours des cinq dernières semaines, 80 Palestiniens et 17 Israéliens avaient trouvé la mort. Depuis le début de l'Intifada en septembre 2000, on compte 3 633 morts côté palestinien et 966 morts côté israélien. La mise en œuvre de la Feuille de route est de ce fait paralysée, les parties palestinienne et israélienne étant dans l'incapacité de s'acquitter de leurs obligations.

L'Autorité palestinienne n'a pas été en mesure de mettre un terme à la violence et de lutter contre la terreur. En outre, ses progrès en matière de réforme institutionnelle restent lents et incertains. La partie israélienne a, quant à elle, annoncé qu'elle pourrait rester en Cisjordanie longtemps après son retrait de la bande de Gaza. Israël a autorisé la construction de 503 nouvelles unités de logement dans les colonies de peuplement et continue d'appliquer sa politique de châtement collectif. Par ailleurs, le Gouvernement israélien poursuit l'édification de la barrière à l'est de Jérusalem malgré l'avis de la Cour internationale de Justice sur son illégalité.

Le Secrétaire général adjoint a cependant souligné que le retrait annoncé par Israël de la bande de Gaza fournissait une nouvelle occasion de faire progresser la paix. Ceci sera possible que si quatre principes sont respectés: le retrait israélien doit être plein et entier; une telle initiative doit être accompagnée de mesures similaires en Cisjordanie; ce retrait doit se faire dans le cadre de la Feuille de route et de la vision de deux États vivant côte à côte à l'intérieur de frontières internationalement reconnues, et doit être coordonné avec l'Autorité palestinienne et le Quatuor.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé

M. KIERAN PRENDERGAST, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré qu'au Moyen-Orient, le mois dernier a été marqué par une augmentation du nombre de victimes, aussi bien côté palestinien que côté israélien, résultant de la reprise des attentats-suicide et des incursions israéliennes. Les nouvelles ne sont pas bonnes non plus en ce qui concerne les négociations. Le Premier Ministre israélien, Ariel Sharon vient de déclarer qu'Israël ne suivrait pas la Feuille de route et maintiendrait ses troupes en Cisjordanie longtemps après tout retrait de la bande de Gaza. En outre, de nouvelles décisions relatives aux

colonies de peuplement ont été annoncées tandis que la réforme des institutions palestiniennes reste au point mort.

Le Secrétaire général adjoint est revenu sur les événements ayant marqué les cinq dernières semaines, à savoir la première attaque à la bombe meurtrière depuis le mois de mars, une vague d'opérations militaires -incursions et destruction- de la part d'Israël. Il a condamné fermement ces actes de terreur. Il a appelé à nouveau l'Autorité palestinienne à traduire en justice les auteurs de tels actes terroristes, à s'acquitter de ses obligations, conformément à la Feuille de route, afin de prévenir de telles attaques. Au total, 80 Palestiniens et 17 Israéliens ont trouvé la mort au cours des cinq dernières semaines. Depuis septembre 2000, 3 633 Palestiniens et 966 Israéliens ont été tués.

Les opérations militaires d'Israël continuent de causer la mort et de blesser des civils palestiniens. Nous demandons donc instamment à Israël de respecter ses obligations juridiques et de garantir la sécurité des civils palestiniens, a déclaré M. Prendergast. Le 15 septembre, a-t-il rappelé, 11 Palestiniens ont été tués, parmi eux une fillette de 11 ans, lors d'une opération à Naplouse et Djénine en Cisjordanie. Israël a également continué de perpétrer des assassinats ciblés au cours de cette période. Nous réitérons que les assassinats extrajudiciaires sont illégaux et appelons à nouveau le Gouvernement d'Israël à y mettre un terme immédiatement. Nous sommes également préoccupés par la destruction massive de propriétés palestiniennes. Ces destructions constituent une mesure de châtement collectif qui ne fait qu'attiser la haine, a fait remarquer M. Prendergast. Entre le 11 août et le 14 septembre, les forces israéliennes ont détruit 63 maisons et plusieurs immeubles. Les ambulances et les équipes médicales opérant dans les territoires occupés sont constamment retardées dans leur fonctionnement et soumises à la fouille.

Les institutions du système des Nations Unies sont également affectées par les restrictions de mouvement. Lors de la fermeture du point de passage de Erez le 31 août dernier, le Commissaire général de l'UNRWA, l'Office de secours pour les réfugiés de Palestine, Peter Hansen, était dans l'impossibilité de quitter la bande de Gaza. Il s'agit d'une violation des obligations d'Israël en vertu du droit international qui est tenu de garantir la liberté de mouvement du personnel des Nations Unies. Les Palestiniens sont ceux qui souffrent le plus, a ajouté M. Prendergast. Le bouclage des territoires le 9 septembre, qui doit être maintenu jusqu'à la fin du mois, paralysera toute activité dans la bande de Gaza et la Cisjordanie. La rentrée scolaire dans les territoires a été affectée par les bouclages et restrictions.

M. Prendergast a également évoqué la confiscation de terres dans le cadre de la construction du mur. Alors que la Cour suprême d'Israël a demandé au Gouvernement de répondre à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ) sur l'illégalité du mur, Israël continue l'édification de la barrière à l'est de Jérusalem.

Le Secrétaire général, a indiqué M. Prendergast, présentera d'ici à la fin septembre la liste des dommages causés par la construction et le démantèlement du mur qui lui a été demandé par l'Assemblée générale pour donner suite à l'avis consultatif de la CIJ. Il a réitéré que seul un règlement négocié entre les Israéliens et les Palestiniens pourrait permettre de mettre fin au conflit, à la violence et à la souffrance des deux peuples. Dans le contexte de l'absence de dialogue politique, a-t-il réaffirmé, la Feuille de route est la seule voie réaliste et viable pour la reprise du dialogue et des négociations.

Il a affirmé que les annonces faites récemment par le Gouvernement israélien visant à étendre les colonies dans le Territoire palestinien occupé, de même que l'absence de retrait des colonies érigées depuis mars 2001, contredisaient clairement les obligations d'Israël en vertu de la Feuille de route, du Rapport de la Commission d'établissement des faits de Charm el-Cheikh, du rapport Mitchell et du droit international. L'Autorité palestinienne pour sa part, a-t-il poursuivi, doit faire preuve de volonté politique, et traduire les discours en actions concrètes en vue de progresser vers la réforme effective, en particulier des services de sécurité en trois branches principales placées sous l'autorité du Ministre de l'intérieur. À cet égard, M. Prendergast a souligné que la réforme constituait la priorité des Palestiniens et a indiqué que le Conseil législatif palestinien avait décidé de suspendre sa session du 7 septembre au 7 octobre prochain pour protester contre le refus du Président Arafat d'approuver une douzaine de lois qu'il a adoptées. Il s'est néanmoins félicité de l'ouverture, le 4 septembre, du processus des inscriptions sur les listes électorales

sous les auspices de la Commission centrale des élections. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a toutefois insisté sur l'ampleur de la tâche à effectuer pour garantir le respect des normes internationales lors des élections municipales et a espéré que ces dernières seraient suivies d'élections nationales. Rappelant que les autorités israéliennes ont fermé trois centres d'inscription, il a exhorté Israël à faciliter plutôt qu'à entraver le processus.

Selon certains sondages, a indiqué M. Prendergast, 60% de la population soutiendrait l'initiative d'Israël de retirer les forces armées de Gaza et de certaines parties de la Cisjordanie et d'évacuer les colonies de la bande de Gaza. Actuellement, a-t-il ajouté, le Gouvernement israélien examine les moyens d'indemniser les colons volontaires et discutera plus avant le 24 octobre le projet d'une loi plus globale qu'il compte présenter à la Knesset le 3 novembre prochain. M. Prendergast a insisté sur le contexte dans lequel se déroule le retrait d'Israël et a réaffirmé la position du Quatuor selon laquelle cette initiative constitue une opportunité de créer un élan et de progresser vers la paix si Israël se retire complètement et entièrement; si le retrait signifie la fin de l'occupation de la bande de Gaza et est accompagné d'une dynamique similaire en Cisjordanie; et si le retrait est effectué en coordination avec l'Autorité palestinienne et le Quatuor. Ces quatre conditions fondamentales recourent les fondements de la mise en œuvre effective de la Feuille de route, a-t-il affirmé.

Les membres du Quatuor, a indiqué M. Prendergast, ont prévu de tenir des consultations de manière informelle la semaine prochaine pour discuter l'initiative de retrait et examiner les développements sur le terrain. Il a également indiqué que le Comité de liaison *ad hoc* menait des consultations étroites sur la manière dont la communauté des donateurs doit soutenir les parties afin de faire du retrait d'Israël une avancée significative et sur la manière de contribuer au redressement de l'économie palestinienne et initier le processus de consolidation de l'État. À ce titre, M. Prendergast a souligné que la revitalisation de l'économie palestinienne constituait un élément indispensable pour progresser vers la paix et une préoccupation majeure des donateurs. Qualifiant la situation de critique, il a notamment précisé que 47% de la population palestinienne vivaient actuellement dans la pauvreté, que le chômage touchait 34,3% de la population palestinienne, que 39% de la population du Territoire palestinien occupé dépendait de l'aide fournie par l'UNRWA et le Programme alimentaire mondial (PAM), 41% de la population active étaient employés par l'Autorité palestinienne et que le budget de cette dernière était lui-même dans une situation très précaire, laissant entrevoir le risque d'un effondrement complet de l'économie dans les zones palestiniennes.

* * * * *